

La victoire des conservateurs aux élections du 12 décembre entraînera la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne au plus tard le 31 janvier prochain

Le Parti conservateur emmené par le Premier ministre sortant Boris Johnson a obtenu une victoire éclatante aux élections législatives le 12 décembre au Royaume-Uni. Les Tories ont recueilli 43,6% des suffrages et ont remporté 365 sièges (+ 48 par rapport au précédent scrutin du 8 juin 2017) à la Chambre des Communes, chambre basse du Parlement. Cette victoire qui offre une majorité absolue à Boris Johnson est la plus importante pour les Tories depuis celle obtenue par Margaret Thatcher le 9 juin 1983 (42,4% des voix et 397 élus).

Le Parti travailliste a essuyé l'un de ses plus importants revers électoraux. Il a recueilli 32,1% des suffrages et remporté 202 sièges (- 60). Il s'agit de sa plus importante défaite depuis le scrutin du 14 novembre 1935 (38% des voix et 154 élus) et également de son quatrième échec électoral consécutif. Le parti a perdu des circonscriptions ouvrières qu'il détenait depuis des décennies. Seule consolation : Londres et le Pays de Galles sont demeurés fidèles au Labour. Son dirigeant Jeremy Corbyn a indiqué qu'il ne dirigerait pas le parti lors des prochaines élections.

En revanche, le Parti national écossais (SNP) a réalisé un résultat très élevé. Il a obtenu 3,9% des voix et 48 sièges (+ 13). « *Le résultat général est amer mais les Écossais ont le choix d'un avenir différent. J'ai obtenu un mandat pour offrir ce choix à l'Écosse, cela ne fait aucun doute. Ensuite, ce sera au peuple de choisir. Boris Johnson n'a pas le droit d'obliger l'Écosse à quitter l'Union européenne et je n'ai pas le droit de ne pas nous offrir ce choix. L'Écosse a montré qu'elle souhaitait rester dans l'Union européenne et l'indépendance est la seule manière de répondre à ce souhait* » a déclaré la

dirigeante du Parti national écossais, Nicola Sturgeon, à l'issue du scrutin. Elle aura néanmoins besoin d'obtenir la majorité à la Chambre des Communes pour que le référendum soit autorisé et le Premier ministre a d'ores et déjà indiqué qu'il refuserait l'organisation d'un tel scrutin.

Les Libéraux-Démocrates (Lib-Dem), qui avaient fait campagne sur l'annulation pure et simple du Brexit, ont subi une lourde défaite. Ils ont recueilli 11,6% des suffrages et remporté 11 sièges (- 1). Leur présidente Jo Swinson, a perdu son siège de East Dunbartonshire (nord de Glasgow) au profit d'un candidat du SNP et a démissionné de son poste. Elle a été remplacée par Ed Davey et Sal Brinton.

Le Parti vert d'Angleterre et du Pays de Galles (G), conduit par Sian Berry et Jonathan Bartley, a obtenu 2,7% des voix et un seul siège (=) à Brighton.

Le Parti démocratique unioniste d'Ulster (DUP), parti protestant unioniste d'Irlande du Nord, emmené par Arlene Foster, a obtenu 0,8% des voix et a perdu 2 de ses 10 sièges au profit du Sinn Féin (SF) et de l'Alliance, deux partis favorables au maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne et à la réunification de l'Irlande du Nord avec la République d'Irlande.

Le Parti du Brexit, fondé en janvier 2019, conduit par le député européen Nigel Farage et favorable à une rupture nette et rapide avec Bruxelles, a recueilli 2% des voix et n'a conquis aucun siège. « *Nous avons usé de notre influence pour éviter un deuxième référendum et cela semble avoir réussi* » s'est réjoui Nigel Farage à l'annonce

Élections législatives au Royaume-Uni 12 décembre 2019

des résultats. Le parti avait choisi de ne pas présenter de candidat dans les 317 circonscriptions remportées par les Tories lors des élections de 2017.

La participation s'est élevée à 67,3%.

Ce succès de Boris Johnson sonne la fin de l'espoir pour l'ensemble des Britanniques pro-européens qui espéraient l'organisation d'un deuxième référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. « *Get Brexit done* » a martelé le Premier ministre sortant durant toute la campagne électorale. Les Britanniques, sans doute lassés de l'interminable feuilleton et de la situation dans laquelle se trouve leur pays depuis plus de trois ans, l'ont écouté et ont voté pour clore le chapitre du divorce d'avec Bruxelles. « *Le Parti conservateur a reçu un nouveau mandat puissant pour concrétiser le Brexit. Ce mandat est irréfutable. Il met fin à la menace d'un deuxième référendum. Nous allons quitter l'Union européenne le 31 janvier, plus de « si » ni de « mais »* » a déclaré Boris Johnson à l'issue des résultats.

Il a su rassembler sur son nom l'électorat populaire, y compris celui traditionnellement fidèle au Parti travailliste. Il a ainsi parfaitement identifié et ciblé les circonscriptions travaillistes du centre et du nord de l'Angleterre remportées par l'opposition lors des précédentes élections de 2017 qui avaient majoritairement voté en faveur du Brexit. « *Peut-être nous avez-vous seulement prêté votre voix. Vous ne vous considérez peut-être pas comme des militants ou des sympathisants conservateurs, vous reviendrez peut-être dans le giron du Parti travailliste lors du prochain scrutin. Si tel est le cas, je suis touché que vous m'ayez fait confiance* » a déclaré Boris Johnson pour remercier ces électeurs.

« *Le véritable génie de Boris Johnson a été de rassembler derrière lui les Leavers. 78% d'entre eux avaient dit qu'ils voteraient pour lui ; en revanche, les Remainers se sont éparpillés entre le Parti travailliste et les Libéraux-Démocrates ou bien ils n'ont pas voté* » a indiqué Sarah Hobolt, professeur de politique européenne à la London School of Economics (LSE) « *Il est très rare de voir un si grand nombre de sièges changer de camp lors d'une*

élection et il faudra sans doute plusieurs scrutins au Labour pour espérer combler son retard et revenir au pouvoir » a affirmé Simon Hix, professeur de science politique à la LSE. « *Il s'agit d'une toute nouvelle base d'électeurs pour les Conservateurs, il faudra qu'ils répondent à leurs demandes en matière de maintien des emplois et des acquis sociaux en limitant au maximum l'impact économique négatif du Brexit* » a-t-il ajouté.

« *Nous avons gagné des voix et la confiance de personnes qui n'avaient jamais voté pour les Conservateurs auparavant. Ces personnes veulent du changement. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas les laisser tomber* » a indiqué Boris Johnson. Durant leur campagne électorale, les Tories ont promis de consacrer plus de 13,80 milliards £ (16,54 milliards €) d'ici à 2021 au renforcement des effectifs de police, à l'amélioration du système éducatif et du National Health Service NHS), service de santé si cher aux Britanniques. Le Premier ministre sortant a également déclaré qu'il mettrait fin à la politique d'austérité (que le pays connaît depuis neuf ans).

Agé de 55 ans, Boris Johnson est né à New York. Après des études de lettres classiques et de philosophie à Oxford, il a été journaliste au *Times*, au *Daily Telegraph*, au *Spectator* entre autres. En 2001, il est élu député dans la circonscription de Henley. Il sera réélu en 2005. En 2008, il devient maire de Londres, fonction à laquelle il sera réélu quatre ans plus tard, en 2012.

Il redevient député en 2015, élu de la circonscription d'Uxbridge et South Ruislip, située dans le Grand Londres. L'année suivante, après avoir été le porte-parole du camp pro-Brexit lors de la campagne du référendum du 23 juin 2016, il entre dans le gouvernement de Theresa May comme secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et au Commonwealth. En désaccord avec la conduite du Brexit de la Première ministre, il démissionne le 9 juillet 2018.

Le 24 juillet 2019, Boris Johnson a succédé à la tête du gouvernement à Theresa May, qui avait jeté le gant le 24 mai, après avoir remporté 66,1% des suffrages des membres du Parti conservateur.

Le 12 décembre, Boris Johnson a donc gagné son pari de remporter les élections législatives et d'obtenir la majorité absolue à la Chambre des Communes qui lui permettra de clore le feuilleton du Brexit. Sa large victoire lui permettra de décider quel Brexit il souhaite pour son pays. « *Il sera moins dépendant des hard Brexiters de son parti que s'il avait disposé d'une majorité plus courte* » a indiqué la politologue Sarah Holbolt.

Pour l'heure, le traité sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne est prêt. Il a été négocié en octobre dernier entre Londres et Bruxelles. Il prévoit une période de transition de onze mois, jusqu'au 31 décembre 2020, pendant laquelle les Britanniques continueront d'appliquer les règles européennes.

Résultats des élections législatives du 12 décembre 2019 au Royaume-Uni

Participation : 67,30%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de sièges
Parti conservateur	13 966 565	43,6	365
Parti travailliste	10 269 076	32,1	202
Libéraux-démocrates (Lib-Dem)	3 696 423	11,6	11
Parti national écossais (SNP)	1 242 372	3,9	48
Parti vert d'Angleterre et du Pays de Galles (G)	835 579	2,7	1
Parti du Brexit	642 303	2	0
Parti démocratique unioniste d'Ulster (DUP)	244 128	0,8	8
Sinn Fein (SF)	181 853	0,6	7
Plaid Cymru (PC)	153 265	0,5	4
Parti social-démocrate et travailliste (SDLP)	134 115	0,4	1
Alliance	118 737	0,4	2
Autres	345 214	1,4	0

Source : <https://www.bbc.com/news/election/2019/results>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.